

Initiative syndicale européenne pour la justice en Palestine

7 DÉCEMBRE 2016 – UNION EUROPÉENNE, ACTUALITÉ

Plus de 100 délégués de syndicats représentant vingt et un syndicats et trois millions de membres de toute l'Europe se sont rassemblés en une première rencontre historique à Bruxelles pour dénoncer la complicité des gouvernements européens avec Israël et créer une plateforme transeuropéenne en solidarité avec le peuple palestinien.

Le mépris scandaleux d'Israël pour le droit international est bien documenté. Peut-être son accord de coopération avec l'Union européenne l'est moins. Celui-ci lui donne accès aux échanges commerciaux et lui permet une participation à des programmes et des projets européens plus que n'importe quel autre pays non européen.

La Coordination Européenne des Comités et des Associations pour la Palestine (ECCP) a recensé que tandis que le gouvernement israélien avait contribué à hauteur de 535 millions d'euros à des programmes de recherche européens sur une période de six ans, des firmes et des institutions israéliennes avaient en réalité reçu encore plus de financement en retour – d'une valeur de 840 millions €. Israël s'attend à bénéficier de la même façon du nouveau programme de financement de la recherche Horizon 2020, à moins qu'il ne soit tenu compte des appels répétés du mouvement international Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS).

L'existence même de cet accord depuis 16 ans est d'autant plus remarquable que son article 2 met l'accent sur le fait qu'il

est basé sur « le respect mutuel pour les droits humains et les principes démocratiques» (!). Ce n'est pas quelque chose que l'on associe d'emblée à un État qui continue à occuper illégalement la terre palestinienne en violation du droit international et au mépris d'innombrables déclarations et condamnations de gouvernements et d'organisations du monde, dont de nombreux pays de l'UE elle-même.

La rencontre des syndicats, sur deux jours, a donné lieu à des appels à la fin de l'occupation de la Palestine et à l'abrogation de cet accord très critiqué, vu par beaucoup comme la légitimation de l'occupation illégale qui contrevient au droit international et aux conventions de l'ONU.

La nouvelle initiative a été prise par un groupe transeuropéen qui tente de développer un réseau qui puisse renforcer les liens entre les organisations de travailleurs en Europe tout en s'adressant aussi aux sections du mouvement syndical palestinien. Le PGFTU, l'Union des Travailleurs Arabes et les Nouveaux Syndicats ont bien sûr tous participé aux discussions.

La cible de la campagne porte sur l'élévation du niveau de conscience sur la complicité des gouvernements respectifs sur la violation des droits humains et des crimes de guerre d'Israël, et sur la culpabilité des corporations qui soutiennent et tirent profit de l'occupation illégale.



La critique mordante du comité d'organisation à l'égard de l'UE l'accuse de faillir à tenir Israël pour responsable de ses graves violations du droit international, de faillir à contester l'illégalité de l'occupation de la Palestine, de faillir à combattre la discrimination rampante des citoyens palestiniens d'Israël et les nombreuses violations des droits humains – dont le déni du droit au retour dans leur patrie des réfugiés palestiniens, adopté par la résolution 194 de l'ONU,

il y a près de soixante dix ans.

La formation de ce réseau constitue une percée majeure pour le travail de solidarité au sein du mouvement syndical européen, qui a été constant dans son appel à une solution juste pour le peuple palestinien.

L'UE n'a pas hésité, à appliquer précédemment diverses formes de sanctions contre la Russie lorsqu'elle a annexé un territoire de l'Ukraine et elle a agi de la même façon à l'égard de quarante autres États à différents moments au cours des dernières années. Le double standard honteux appliqué dans le cas israélien est inacceptable et nombreux sont ceux qui l'interprètent comme un soutien tacite aux violations continues par Israël du droit international.

Sous l'effet d'une pression internationale massive, l'UE a décrété en 2015 que les produits des colonies illégales d'Israël en Cisjordanie occupée, à Jérusalem Est et dans le Golan devraient être clairement étiquetés en tant que tels. Ce mois-ci, presque un an après, la France est le troisième État membre, après le Royaume Uni et la Belgique à appliquer cette décision.

Ironiquement, la décision originelle a conduit le gouvernement de Netanyahu à menacer de boycotter la coopération avec l'UE tandis que The Independent rapportait qu'un ministre israélien traitait cette décision « d'antisémitisme déguisé » – le faux-fuyant habituel utilisé pour censurer un débat ouvert sur la politique israélienne brutale d'occupation.

Le même article cite des diplomates européens admettant « en privé que la force de la réponse israélienne avait rendu prudents certains États membres au point de créer leurs propres directives ». Les efforts concertés de la machine de propagande israélienne pour cataloguer antisémite toute action ou personne critique de sa politique gouvernementale porte clairement ses fruits dans certains milieux. Un des thèmes de

la réunion de Bruxelles a donc porté sur la nécessité de se positionner contre la campagne fallacieuse du gouvernement israélien qui cherche à redéfinir l'antisémitisme pour servir son programme politique pervers.

Le gouvernement français a néanmoins rejoint désormais les rangs des principales nations européennes qui ont brisé cette barrière auto-imposée et le reste des gouvernements européens devrait suivre immédiatement. Le mouvement syndical européen fera de son mieux pour s'assurer que cela se passe le plus tôt possible.

Le mouvement mondial BDS a subi des attaques croissantes de la machine de propagande israélienne au cours de l'année écoulée, pourtant 2016 a proclamé une série de victoires importantes pour les droits en Palestine. Des sociétés internationales de premier plan comme Orange, CRH et G4S ont suivi Veolia et se sont retirées de projets portant atteinte aux droits des Palestiniens.

Cette année, également, un nombre croissant de municipalités européennes dans des pays aussi divers que la Norvège, l'Espagne et l'Irlande ont déclaré leur opposition à l'occupation israélienne tandis que des Églises importantes aux États Unis ont désinvesti de banques israéliennes et de sociétés internationales qui soutiennent l'occupation.

Le mouvement BDS s'étend et son bilan 2016 montre des succès majeurs pour le droit à boycotter Israël en soutien aux droits des Palestiniens selon le droit international, de la part de l'Union Européenne, des gouvernements de Suède, des Pays Bas et d'Irlande, comme d'Amnesty International, de l'Union Américaine des Libertés Civiles et de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme ou « de centaines de partis politiques, de syndicats et de mouvements sociaux autour du globe ».

Une autre victoire de premier plan a été remportée en mars de

cette année lorsque le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU a voté la création d'une base de données des corporations israéliennes et internationales qui sont complices et qui tirent profit de l'occupation israélienne – une évolution qui vise même de futurs intérêts économiques complices des nombreuses et continuelles violations par Israël du droit international.

Cette dernière mobilisation syndicale coordonnée à Bruxelles en soutien au peuple palestinien va certainement exercer encore plus de pression sur les gouvernements européens pour qu'ils répondent à leur devoir moral et légal et mettent fin à l'occupation israélienne illégale et au déni des droits des Palestiniens.

Lors de cette conférence de Bruxelles, un appel a été rédigé et envoyé à d'autres syndicats pour qu'ils s'engagent – si votre syndicat est intéressé à s'affilier à la campagne, veuillez contacter les organisateurs.

Voici la liste des syndicats déjà affiliés au réseau :

The Irish Congress of Trade Unions (ICTU), Fagforbundet (Norway), Union Syndicale Solidaires (France), La Centrale Générale-FGTB (Belgium), ACV/CSC Brussels (Belgium), UNISON (UK), The Norwegian Trade Union Federation LO in Trondheim, (Norway) Unison N. Ireland Region (Ireland), Derry Trades Union Council (Ireland), Belfast&District Trades Union Council (Ireland), Workmates – trade union section of Norwegian Palestine Committee (Norway), Trade Union Friends of Palestine (Ireland), Communications Workers Union (Ireland), Confederacion Intersindical Galega (Spain), Mandate Trade Union (Ireland), ELA – Basque Workers Solidarity (Euskadi), IRW-CGSP (Belgium), LBC-NVK (Belgium), Palestinawerkgroep-FNV (The Netherlands), CNE (Belgium), IAC (Spain), Civil Public and Services Union – CPSU (Ireland), Intersindical Valenciana (Spain), Irish National Teachers' Organisation – Branches: Derry City, Newry, Dungannon, Armagh, Belfast West (Ireland),

The Palestine Committee of Norway, Union section (Union of railway workers), IMPACT (Ireland), CGT France – 66, The Northern Ireland Public Service Alliance (NIPSA).

Eddie Whyte – représentant du syndicat norvégien des employés municipaux et autres (NUMGE) (Fagforbundet)

Traduction SF pour BDS France